

La voix des classes populaires

Liste conduite par Jules BAMBAGGI
soutenue par le Nouveau Parti Anticapitaliste
de Philippe POUTOU et Olivier BESANCENOT

Le patronat mène le combat contre les travailleurs, aidé en cela par le gouvernement Hollande-Ayrault. Il faudra que les travailleurs ripostent si nous ne voulons pas être ramenés à des conditions de vie et de travail inconnues depuis le milieu du siècle dernier.

En 2008, la liste que nous avons présentée aux élections municipales sur Agen, *La voix des classes populaires*, avait recueilli près de 7,7 % des voix. Comme en 2008, où notre liste se dressait contre la politique anti-ouvrière menée par le gouvernement Sarkozy-Fillon, en 2014 notre liste se dresse contre la politique anti-ouvrière du gouvernement Hollande-Ayrault. Car il y a continuité de la politique menée d'un gouvernement à l'autre depuis des années. Une politique consistant à multiplier les subventions aux entreprises – c'est-à-dire, en fait, à leurs actionnaires ! – en puisant dans la poche des travailleurs et des classes populaires.

LE CHÔMAGE EXPLOSE

Pas une semaine sans que soit annoncé un plan de licenciements. Sur l'Agonais, BMS-UPSA dresse un rideau de fumée derrière lequel la multinationale prépare des coups fourrés. Rien que sur le département, les menaces pèsent sur les travailleurs de MétalTemple-Fumel, sur ceux de Pet Food à Villeneuve, sur ceux de Gascogne Wood à Marmande.

Il faudrait des mesures d'urgence pour permettre aux travailleurs de traverser la crise. Il faut interdire les licenciements !

Au lieu de quoi, on a pu entendre François Hollande promettre de passer de 20 à 35 milliards d'euros les cadeaux au patronat qu'il a créés depuis son élection. 35 milliards qui s'ajoutent au 90 milliards annuels d'exonérations diverses, de cadeaux cumulés depuis des années par les gouvernements qui se sont succédé.

Notre liste représente l'opinion des travailleuses et des travailleurs qui refusent la résignation, l'opinion de toutes celles et tous ceux qui ne veulent :

- ni de la droite et de sa politique anti-ouvrière
- ni des démagogues de l'extrême-droite, qui distillent des idées pernicieuses visant à dresser les travailleurs les uns contre les autres

• ni du pacte révoltant entre Hollande et le Medef
Notre liste représente l'opposition combative du monde du travail à la politique gouvernementale. C'est pourquoi notre liste propose des objectifs clairs mettant les travailleurs à l'abri des attaques patronales :

- Interdiction des licenciements
- Répartition du travail entre tous
- Augmentation générale des salaires de 300 € par mois pour tous
- Pas de salaire inférieur à 1 700 € net par mois.

Les 35 milliards promis par Hollande au patronat permettraient de créer un million et demi d'emplois publics !

LES MOYENS D'IMPOSER LES MESURES DE SAUVEGARDE DU MONDE DU TRAVAIL EXISTENT

Les mesures que propose notre liste *La Voix des classes populaires* (interdiction des licenciements, répartition du travail entre tous, pas de salaire inférieur à 1 700 euros par mois...) n'ont rien d'utopique et ne seraient pas du luxe ! Elles permettraient simplement aux travailleurs de traverser la crise en la faisant payer aux patrons qui en sont seuls responsables ! Les moyens existent :

- **Arrêt des subventions à fond perdu aux entreprises** sous prétexte de création d'emplois qu'on n'a jamais vus et qui représentent plus du tiers du budget du pays !
- Prendre l'argent là où il est : dans la poche des gros actionnaires, des grands prédateurs du CAC 40, de ces gens qui se sont enrichis de façon éhontée pendant que la majorité de la population s'est paupérisée.

Bien sûr, aucune élection ne permettra cela. Le bulletin de vote permet de nous exprimer, et il ne faut pas s'en priver. Mais, pour avoir gain de cause, il faut voir au-delà des élections.

C'est pourquoi notre programme est un programme de luttes, mieux : un programme visant à l'unification de toutes les luttes actuellement dispersées contre les licenciements, les suppressions d'emploi et l'aggravation de nos conditions de vie. Car seule la mobilisation d'ensemble du monde du travail sera capable de changer notre sort.

BMS-UPSA : ATTENTION DANGER !

Il est devenu évident que la direction de BMS prépare un mauvais coup sitôt qu'elle a pris prétexte de l'affaire de l'éventuelle inscription du paracétamol au tableau des génériques pour exercer un chantage à l'emploi. Comme il est vite devenu évident que les élus locaux et les pouvoirs publics en savent bien plus qu'ils ne veulent le dire. Alors, quelques questions s'imposent.

• Si elle obtient ce qu'elle veut du gouvernement – qu'il s'agisse de la question des génériques ou même d'éventuelles hausses de tarifs sur d'autres spécialités du trust, produites en France ou ailleurs – la direction de BMS s'engage-t-elle à ce qu'il n'y ait

aucun licenciement sur les sites de l'agglomération agenaise ?

- La direction de BMS est-elle prête à mettre en dépôt de garantie la soixantaine de millions d'euros qu'il était, semble-t-il, prévu d'investir afin qu'on ne la confonde pas avec les « patrons voyous » ?
- Les élus locaux et les pouvoirs publics s'engagent-ils à refuser tout apport d'argent public à cette multinationale milliardaire ? Car c'est à elle de réaliser les investissements nécessaires à d'éventuelles diversifications des productions.

Ces questions sont simples... et méritent réponse !

Voter pour *La voix des classes populaires*, c'est :

- affirmer que c'est par les luttes que nous pourrions imposer des mesures d'urgence pour les travailleurs ;
- envoyer au Conseil municipal des élus qui y porteront, en toute circonstance, la voix des travailleurs et des classes populaires.

**VOTEZ POUR LA LISTE
LA VOIX DES
CLASSES POPULAIRES**
conduite par **JULES BAMBAGGI**
soutenue par **Philippe POUTOU** et
Olivier BESANCENOT